

TABLE DES MATIÈRES

Numéros	Pages
Inhoud.	15
Table alphabétique	29
Zaakregister	37
Table des décisions citées	45

<p>TITRE I</p> <p>ASPECTS CIVILS ET DE DROIT DES SOCIÉTÉS</p>

<p>CHAPITRE I</p> <p>PRÉSENTATION</p>

SECTION I
Évolution historique

1. Présentation	47
2. Reconnaissance d'une personne morale — Théorie de la fiction.	47
3. Sociétés civiles (droit commun)	47
4. Sociétés commerciales (théorie des cadres légaux obligatoires)	48
5. Réforme fondamentale : exigence du dépôt au greffe pour l'attribution de la personnalité juridique.	49
6. Société de droit commun.	50

SECTION II
Définition et caractéristiques

§ 1. — *Définition*

7. Distinction d'avec les autres formes de sociétés	50
---	----

§ 2. — *Absence de personnalité juridique et conséquences*

8. Particularités	50
9. Capacité juridique	50
10. Patrimoine social	51
11. Nationalité	51
12. Faillite et réorganisation judiciaire	52
13. Dénomination sociale	52
14. Siège social	52

§ 3. — *Objet civil ou commercial*

15. Objet statutaire <i>versus</i> activités de la société	53
16. Sociétés à objet commercial	53
17. Sociétés à objet civil	54
18. Objet mixte.	54

Numéros	Pages
19. Qualité des associés	54
20. Intérêt de la qualification civile ou commerciale	54
<i>§ 4. — Comparaison avec une « société en formation »</i>	
21. Points communs	54
22. Divergences et conséquences	54
23. Critères de distinction — Controverse doctrinale	55
24. Absence de dépôt ou dépôt tardif	55
<i>§ 5. — Comparaison avec une « société d'acquêts » ou un « patrimoine commun interne »</i>	
25. Points communs	56
26. Distinction d'avec une société d'acquêts (mariage)	56
27. Distinction d'avec un patrimoine commun interne (cohabitation légale)	57
28. Choix de l'indivision ou de la société — Conseils pratiques	57
<i>§ 6. — La société de droit commun à titre de sanction</i>	
29. Défaut de dépôt d'extrait d'acte constitutif	57
30. (suite) — Société hors U.E.	58
SECTION III Caractère supplétif du régime	
31. Principe — Liberté contractuelle	58
SECTION IV Utilité pratique	
32. Domaines d'opportunités — Du recours à la société de droit commun	59
CHAPITRE II CONSTITUTION	
SECTION I Conditions de fond	
33. Principes	59
<i>§ 1. — Conditions propres à tout contrat</i>	
34. Énumération	60
35. Consentement	60
36. Capacité	60
37. (suite) — Associé étranger	61
38. Objet	61
39. Cause	61
40. Conformité à l'ordre public, aux bonnes mœurs et aux lois impératives	62
<i>§ 2. — Conditions propres au contrat de société</i>	
41. Conditions spécifiques	62
42. Mise en commun	63
43. But lucratif	63
44. Intérêt commun (« <i>affectio societatis</i> »)	63
45. Participation aux bénéfices et aux pertes par tous les associés	64
46. (suite) — Répartition proportionnelle à l'apport	65
47. (suite) — Tierce décision	65

Numéros	Pages
48. (suite) — Prohibition des clauses léonines	65
SECTION II	
Conditions de forme	
§ 1. — <i>Caractère consensuel du contrat de société</i>	
49. Principe — Absence de formalités	67
50. Exceptions	67
51. Absence de publicité	67
§ 2. — <i>Rédaction de statuts</i>	
52. Utilité pratique	68
SECTION III	
Preuve de l'existence d'une société de droit commun	
53. Principes	68
54. Société de droit commun à objet civil	68
55. Société de droit commun à objet commercial	69
SECTION IV	
Nullité	
56. Absence de respect des conditions de validité	70
57. Décision judiciaire	70
58. Nullité absolue ou relative	70
59. Cause de nullité propre à un seul associé	71
60. Prescription de l'action	71
61. Effets de la nullité	71
62. Responsabilité des associés	72
SECTION V	
Durée	
63. Principes	72
64. Conséquences en matière de dissolution	73
CHAPITRE III	
PATRIMOINE DE LA SOCIÉTÉ DE DROIT COMMUN	
65. Principe — Absence de patrimoine propre	73
SECTION I	
Notion d'apport	
66. Définition et caractéristiques	74
67. Rémunération des apports	74
68. Absence de capital minimum	74
69. Apport, manifestation de l'objet de la société	74
70. Apport, élément essentiel du contrat de société	75
SECTION II	
Catégories d'apport	
71. Énumération	75
72. Apport en numéraire	75
73. Apport en nature	75
74. Apport en industrie	76

Numéros		Pages
SECTION III		
Nature de l'apport (droit réel ou droit personnel)		
75.	Principe — Libre intention des parties	76
76.	Répartition des frais suite à l'apport	76
<i>§ 1. — Apport d'un droit réel</i>		
77.	Transfert du droit réel au profit de l'indivision sociale	
	<i>a)</i> Apport en propriété	77
78.	<i>b)</i> Apport d'autres droits réels	77
79.	<i>c)</i> Règles applicables à la vente	77
80.	Distinction par rapport à l'indivision du droit commun	79
81.	Critique de l'assimilation de l'indivision sociale à l'indivision ordinaire	79
82.	Régime dérogatoire de l'indivision sociale	79
83.	Régime spécifique	80
<i>§ 2. — Apport d'un droit personnel</i>		
84.	Apport en jouissance	81
85.	Droit à restitution en nature	81
86.	Charge des risques	81
87.	Distinctions et analogies avec le bail — Controverse	81
88.	Publicité	82
89.	Perte de la chose	82
SECTION IV		
Libération de l'apport et sanctions en cas d'inexécution		
90.	Liberté contractuelle et application du droit commun	82
91.	Apport en numéraire	82
92.	Apport en nature	83
93.	Apport en industrie	83
94.	Associé marié ou cohabitant légal	84
95.	Sanctions	84
SECTION V		
Éléments patrimoniaux résultant de l'activité sociale		
96.	Évolution du patrimoine social	85
97.	Sort des nouveaux actifs	85
CHAPITRE IV		
LES ASSOCIÉS ET LEURS PARTS		
SECTION I		
Associés		
<i>§ 1. — Qualités propres des associés</i>		
98.	Caractère <i>intuitu personae</i>	86
99.	Champ des personnes concernées	87
<i>§ 2. — Incidence du régime matrimonial sur le sort des parts rétribuant un apport et sur la qualité d'associé</i>		
100.	Position de la question	87
101.	Régime de la séparation de biens	87
102.	Régime de la communauté	
	<i>a)</i> Apport d'un bien du patrimoine propre	88

Numéros	Pages
103. b) Apport d'un bien du patrimoine commun	88
104. c) Controverses et conseil pratique	89
<i>§ 3. — Acquisition et perte de la qualité d'associé</i>	
105. Position de la question	91
106. Acquisition de la qualité d'associé	91
107. Perte de la qualité d'associé	91
<i>§ 4. — Droits et obligations des associés</i>	
108. Principes — Application du droit des contrats	92
109. Droits des associés	92
110. Obligations des associés	92
SECTION II	
Assemblée générale et majorités	
111. Organe facultatif	93
112. Principe de l'unanimité des voix — Tempéraments	93
113. Règle de la majorité par convention	93
114. Décision de modification des statuts à la majorité des voix — Discussion	94
SECTION III	
Des titres et de leur transfert	
115. Parts sociales — Conseils pratiques	95
116. Principe d'incessibilité des parts	95
117. Tempéraments	95
118. Méconnaissance des modalités de cession	96
119. Opposabilité de la cession	96
120. Effets de la cession quant aux dettes	96
121. Convention de croupier	97
CHAPITRE V	
FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ	
122. Principe : liberté contractuelle	97
SECTION I	
Gestion par les associés	
<i>§ 1. — Pouvoir de gestion</i>	
123. Principe de gestion concurrente	98
124. Actes de gestion	98
125. Actes de disposition	99
126. Conseil pratique	99
<i>§ 2. — Pouvoir de représentation</i>	
127. Procuration expresse	99
128. (suite) — Mutation immobilière	100
129. Absence de procuration	100
130. Autres mécanismes juridiques : gestion d'affaires, mandat apparent, enrichissement sans cause	100
<i>§ 3. — Conflits d'intérêts</i>	
131. Principes et discussion	102

Numéros	Pages
132. Imputation du paiement d'un débiteur de la société	102
133. Insolvabilité d'un débiteur de la société	103
134. Dommages causés à la société par la faute d'un associé	103
135. Utilisation des biens de la société à des fins personnelles	103
§ 4. — <i>Droit de veto des associés</i>	
136. Limitations au pouvoir de gestion	104
SECTION II	
Gestion par un ou plusieurs gérants	
137. Principe de l'autonomie de la volonté	104
§ 1. — <i>Nomination</i>	
138. Gérant statutaire ou non-statutaire	104
139. Un ou plusieurs gérants	105
140. Désignation d'un gérant suppléant	105
141. Absence de formalisme — Preuve	105
§ 2. — <i>Nature du rapport contractuel liant le gérant aux associés</i>	
142. Qualification du contrat — Discussion	105
§ 3. — <i>Pouvoirs de gestion</i>	
143. Étendue des pouvoirs	106
144. Pluralité de gérants	106
145. Interdiction de substitution	107
§ 4. — <i>Pouvoir de représentation</i>	
146. Application du droit commun du mandat	107
147. Faute du gérant	108
148. Preuve à l'égard des tiers	108
149. Pouvoirs spécifiques en matière de mutation immobilière ou de crédit	108
§ 5. — <i>Pouvoir corrélatif des associés</i>	
150. Contrôle, ratification, décharge	109
§ 6. — <i>Rémunération</i>	
151. Caractère gratuit ou onéreux de la mission	110
152. Défraiements	110
§ 7. — <i>Responsabilité</i>	
153. Faute contractuelle ou aquilienne — Principes	110
154. Responsabilité du gérant envers les associés	111
155. Responsabilité du gérant envers les tiers	111
§ 8. — <i>Cessation de la fonction de gérant</i>	
156. Principes	112
157. Expiration du terme	112
158. Décès — Incapacité — Faillite	112
159. a) Révocation d'un gérant statutaire	112
160. b) Révocation d'un gérant non-statutaire	113
161. a) Démission d'un gérant statutaire	114
162. b) Démission d'un gérant non-statutaire	114
163. Cessation de commun accord	114
164. Dissolution de la société	114

Numéros	Pages
SECTION III	
Situations de blocage	
165.	Désignation d'un administrateur provisoire 114
SECTION IV	
Contribution aux frais	
166.	Remboursement ou dédommagement d'un associé 115
167.	Dépenses nécessaires à réaliser 116
SECTION V	
Action en justice	
168.	Absence de personnalité juridique — Tempéraments 116
169.	Action introduite par les associés 117
170.	Action introduite par un tiers 117
171.	Compétence <i>ratione materiae</i> 118
172.	Compétence <i>ratione loci</i> 119
173.	Prescription des actions 119
CHAPITRE VI	
RECOURS DES TIERS	
174.	Principes 120
SECTION I	
Recours des créanciers sociaux	
<i>§ 1. — Introduction</i>	
175.	Notion de créanciers sociaux 120
176.	Étendue du recours 121
177.	Sort des contrats postérieurs au départ d'un associé 121
<i>§ 2. — Recours sur le patrimoine social</i>	
178.	Biens visés 121
<i>§ 3. — Recours sur le patrimoine personnel des associés</i>	
179.	Principe de responsabilité illimitée des associés 122
180.	Obligation à la dette — Nature civile ou commerciale de la société 122
181.	(suite) — Aménagements conventionnels 122
182.	(suite) — Situations de concours 123
183.	Contribution à la dette 123
SECTION II	
Recours des créanciers personnels d'un associé	
184.	Notion de créanciers personnels 124
<i>§ 1. — Recours sur le patrimoine social</i>	
185.	Particularités de la société de droit commun 124
186.	Liberté d'apport — Principe et limites 124
187.	Pendant l'existence de la société — Reconnaissance d'une certaine autonomie du patrimoine social 125
188.	Après la dissolution de la société — Indivision ordinaire 126

Numéros	Pages
§ 2. — <i>Recours sur le patrimoine personnel des associés</i>	
189.	Application des règles du concours (droit commun) 126

<p>CHAPITRE VII DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ</p>

SECTION I
Introduction

190.	Notion	127
191.	Dissolution n'est pas nullité	127
192.	Transformation en société dotée de la personnalité juridique	127
193.	Plan du chapitre	128

SECTION II
La dissolution d'office

194.	Position de la question	128
------	-----------------------------------	-----

§ 1. — *Expiration du terme*

195.	Terme extinctif	129
196.	Prorogation de la société	129

§ 2. — *Extinction de la chose ou consommation de la négociation*

197.	Impossibilité de réalisation de l'objet social	129
198.	Réalisation de l'objet social	129
199.	Dérogations	130

§ 3. — *Éléments affectant l'intuitu personae*

200.	Causes de dissolution — Énumération	130
201.	Décès	130
202.	Interdiction	130
203.	Faillite ou déconfiture	131
204.	Clauses de continuation	131

§ 4. — *Perte de l'apport*

205.	Conditions d'application	131
206.	Dérogations	132

§ 5. — *Associé unique*

207.	Réduction à un seul associé	132
------	---------------------------------------	-----

SECTION III
Dissolution volontaire

208.	Dissolution de commun accord	133
209.	Dissolution unilatérale — Limites	133
210.	Organisation préalable de la dissolution	134

SECTION IV
La dissolution judiciaire (pour justes motifs)

§ 1. — *Généralités*

211.	Champ d'application de l'article 45 du Code des sociétés	134
212.	Caractère impératif	134
213.	Recours à titre subsidiaire	135

Numéros	Pages
<i>§ 2. — Notion de « justes motifs »</i>	
214. Notion	135
<i>§ 3. — Procédure</i>	
215. Action judiciaire au fond.	135
216. Qualités de l'associé demandeur	136
SECTION V Dissolution partielle	
<i>§ 1. — Introduction</i>	
217. Remède favorisant la survie de la société.	136
218. Droits de l'associé écarté.	137
<i>§ 2. — Exclusion d'un associé</i>	
219. Régime légal.	137
220. Régime conventionnel.	138
<i>§ 3. — Démission d'un associé</i>	
221. Régime légal.	139
222. Régime conventionnel.	139
CHAPITRE VIII LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ	
223. Inapplicabilité du régime organisé par le Code des sociétés	140
SECTION I La liquidation au sens strict	
224. Notion	140
225. Sort des contrats	140
226. Maintien des spécificités de l'indivision sociale.	141
227. Répartition des bénéfices et pertes	141
SECTION II Le partage	
228. Notion	141
229. Partage amiable ou judiciaire	141
230. Effets du partage	142
231. Sort des apports	142
232. Sort des dettes sociales	143
TITRE I ASPECTS FISCAUX ET COMPTABLES	
CHAPITRE I ASPECTS FISCAUX	
233. Plan du chapitre.	144

Numéros	Pages
SECTION I	
Constitution	
§ 1. — <i>Impôt sur les revenus</i>	
234. Plus-values sur apports.	144
§ 2. — <i>Droits d'enregistrement</i>	
235. Principes.	145
236. Apport de biens mobiliers.	146
237. Apport d'un immeuble	146
238. Apport d'un immeuble en indivision.	147
239. Apport d'un immeuble situé à l'étranger	147
240. Apport d'un immeuble neuf	148
241. Apport d'un droit personnel	148
242. Risque de requalification	148
§ 3. — <i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>	
243. Principes.	149
244. Importance de l'objet de l'apport.	149
245. Base imposable.	149
SECTION II	
Période de fonctionnement	
§ 1. — <i>Impôt sur les revenus</i>	
246. Transparence fiscale	149
247. Nature des revenus de la société	150
A. Bénéfices ou profits	
248. Consécration légale de la transparence fiscale.	150
249. Date d'attribution des revenus aux associés — Bénéfices ou profits non-distribués	151
250. Sort des pertes de la société — Disposition anti-abus	151
251. Déduction des quotes-parts d'amortissement	152
252. Tempérament	152
253. Élément d'extranéité — Domicile fiscal de la société	152
254. (suite) — Société résidente belge	153
255. (suite) — Société non-résidente belge	153
B. Autres revenus	
256. Absence de consécration légale de la transparence fiscale	153
257. Qualification des revenus selon la nature des biens apportés — Discussions . . .	154
258. Catégories de revenus	155
259. Moment de l'imposition — Discussions	155
§ 2. — <i>Droits d'enregistrement</i>	
260. Principes (et renvoi)	156
§ 3. — <i>Taxe sur la valeur ajoutée</i>	
261. Principes.	156
A. Assujettissement de la société à la TVA	
262. Ouverture aux sociétés sans personnalité juridique.	156
263. Conditions d'assujettissement	157
264. Conséquences	157

Numéros	Pages
B. Non assujettissement de la société à la TVA	
265. a) Assujettissement des associés	158
266. b) Assujettissement du gérant	158
SECTION III	
Dissolution	
<i>§ 1. — Impôt sur les revenus</i>	
267. Principe de non-imposition	158
<i>§ 2. — Droits d'enregistrement</i>	
268. Principes	159
269. Partage de biens meubles	159
270. Partage d'immeuble	159
<i>§ 3. — Taxe sur la valeur ajoutée</i>	
271. Principes	160
SECTION IV	
Transfert de parts	
272. Validité du transfert sur le plan civil	160
<i>§ 1. — Impôt sur les revenus</i>	
273. Influence de la nature des biens sociaux	161
<i>§ 2. — Droits d'enregistrement</i>	
274. Principes	161
275. Vente	162
276. Donation	
a) Fonds social composé de biens meubles	162
277. b) Fonds social composé de biens immeubles	163
<i>§ 3. — Droits de succession</i>	
278. Principes	163
279. Base imposable	163
280. Taux d'imposition	164
281. Valeur à prendre en compte	164
<i>§ 4. — Taxe sur la valeur ajoutée</i>	
282. Principe de perception	164
CHAPITRE II	
ASPECTS COMPTABLES	
283. Principes	165
SECTION I	
Activités civiles	
284. Position de la question	165
285. Gestion d'un patrimoine familial	165
286. Profession libérale	166

Numéros	Pages
SECTION II	
Activités commerciales	
287. Principe — Soumission au droit comptable	166
<p style="text-align: center;">TITRE I</p> <p style="text-align: center;">LA SOCIÉTÉ DE DROIT COMMUN —</p> <p style="text-align: center;">OUTIL DE PLANIFICATION PATRIMONIALE</p>	
<p style="text-align: center;">CHAPITRE I</p> <p style="text-align: center;">GÉNÉRALITÉS</p>	
288. Position de la question	169
289. Intérêt du recours à la société	169
<p style="text-align: center;">CHAPITRE II</p> <p style="text-align: center;">LA SOCIÉTÉ DANS UNE PERSPECTIVE</p> <p style="text-align: center;">DE PLANIFICATION SUCCESSORALE</p>	
290. Raisons du succès	170
291. Respect de certaines exigences	171
292. Suite de l'analyse	171
SECTION I	
Donation suivie de la constitution de la société	
293. Hypothèse envisagée	172
<i>§ 1. — Conditions de forme de la donation</i>	
294. Diversité de formes	172
295. Critères d'influence	172
<i>§ 2. — Modalités de la donation</i>	
296. Charges, réserve d'usufruit, rente viagère : conseils pratiques	173
<i>§ 3. — Risques de la méthode</i>	
297. Validité de la donation	174
298. Risques en présence d'un mineur d'âge	174
299. Nullité relative de la donation	175
SECTION II	
Constitution de la société avec donation ultérieure des parts	
300. Hypothèse envisagée	175
<i>§ 1. — Constitution de la société</i>	
301. Présence des parties à l'acte et rédaction des statuts	175
302. Durée de la société	176
303. (suite) — Clause de continuation	176
304. Désignation et pouvoirs du gérant	176
304-1 Rémunération du gérant	176
305. Augmentation et réduction de « capital »	177
306. Distribution des bénéfices	177

Numéros	Pages	
<i>§ 2. — Formes de la donation</i>		
307. Nécessité d'un acte notarié.	178	
<i>§ 3. — Modalités de la donation</i>		
308. Réserve d'une part sociale	178	
309. Présence d'enfants mineurs	179	
310. Clauses conseillées.	179	
311. Nature des droits à transmettre	179	
A. Donation des parts avec réserve d'usufruit		
312. Réserve d'usufruit.	180	
313. Sort des revenus non-distribués.	180	
314. (suite) — Distribution des bénéfices soumise à une décision préalable	180	
315. Présomption de legs.	182	
B. Donation des parts en pleine propriété		
316. Pleine propriété	182	
317. Clauses conseillées.	183	
318. Répartition des revenus — Clause de répartition asymétrique.	183	
319. Mise en réserve de bénéfices.	183	
320. Intérêt pratique	184	
SECTION III		
Cas particulier des immeubles		
321. Inconvénients.	184	
322. Avantages	184	
SECTION IV		
Incidence de l'abus fiscal		
323. Disposition anti-abus de l'article 18 du Code des droits d'enregistrement		
a) Régime juridique	186	
324. b) Constitution de la société.	186	
325. c) Donations de parts	187	
SECTION V		
Comparaison à d'autres mécanismes		
326. Objet de la section	187	
327. Donation avec réserve d'usufruit	188	
328. Donation avec réserve de quasi-usufruit	188	
329. Donation avec charge d'un mandat de gestion	191	
330. Certification de titres	191	
331. Fondation privée	192	
332. Société en commandite	193	
<table border="1" style="width: 100%; margin: 10px auto;"> <tr> <td style="text-align: center;"> <p>CHAPITRE III</p> <p>RELATION AVEC CERTAINS PRODUITS FINANCIERS</p> </td> </tr> </table>		<p>CHAPITRE III</p> <p>RELATION AVEC CERTAINS PRODUITS FINANCIERS</p>
<p>CHAPITRE III</p> <p>RELATION AVEC CERTAINS PRODUITS FINANCIERS</p>		
333. Plan du chapitre.	194	
SECTION I		
Portefeuilles d'investissement et comptes bancaires		
334. Difficultés spécifiques à ces avoirs	194	

Numéros	Pages
<i>§ 1. — Immatriculation</i>	
335. Ouverture des comptes au nom de tous les associés	195
336. Problème des parts démembrées	
<i>a)</i> Position de la question	196
337. <i>b)</i> Immatriculation démembrée des comptes suite à la donation des parts avec réserve d'usufruit	197
338. <i>c)</i> Mise en réserve des bénéfices par l'usufruitier	199
339. <i>d)</i> Immatriculation des comptes en indivision	199
<i>§ 2. — Gestion des comptes</i>	
340. Étendue du pouvoir de gestion	200
341. (suite) — Impact de la présence d'un associé mineur	201
341-1. Associés non-résidents et échange d'informations	201
342. Blocage des comptes suite au décès	202
342-1. Assurance compte bancaire	203
SECTION II Assurances-vie	
343. Présentation de la section	203
<i>§ 1. — Aspects civils</i>	
344. Souscription	204
345. (suite) — Présence d'un associé mineur	204
346. Structure contractuelle	
<i>a)</i> Preneurs	205
347. <i>b)</i> Assuré(s)	205
348. <i>c)</i> Bénéficiaires	205
349. Maintien du contrôle	205
350. Perception des revenus	206
<i>§ 2. — Fiscalité directe et taxes diverses</i>	
351. Imposition des revenus	206
352. Taxe sur les primes	207
<i>§ 3. — Droits de succession</i>	
353. Principe	207
354. Prédéces du donataire — Clause de retour conventionnel	207
355. Décès de l'un des donateurs	208
356. Décès du donateur survivant	208
357. Donation avec réserve d'usufruit	209
358. Conseil pratique	209
Bibliographie	211
Textes légaux	223
Formulaire	